



FINANCER LES SERVICES PUBLICS POUR PLUS DE JUSTICE SOCIALE

C'EST POSSIBLE ET URGENT !

Loin d'être résolue aujourd'hui, la crise reste marquée du sceau de la soumission à la rentabilité financière. Cette recherche effrénée du profit génère la mise en concurrence des travailleurs. Elle provoque misère, souffrance au travail, chômage massif, recul des droits sociaux, exclusion.

Dans un tel contexte, sous la pression du patronat, des actionnaires et marchés financiers, les services publics se transforment pour répondre à leurs exigences.

L'objectif est clair : la transformation des services publics et de la puissance publique en outils au service du capital.

Dans cette optique, le gouvernement s'emploie à condamner les salarié-e-s et citoyen-ne-s à l'austérité à vie.

Aux 15 milliards d'euros de baisse de la dépense publique au titre de la loi de finances 2014, le Gouvernement voudrait ajouter une nouvelle ponction de plus de 50 milliards d'euros, au détriment des moyens de l'État et de ses opérateurs, des collectivités territoriales, de l'assurance maladie et des dépenses sociales.

PROPOSITIONS CGT

Le financement de l'action publique implique d'établir des liens forts entre les finances publiques, l'activité des institutions économiques et financières du secteur semi-public, l'efficacité et le contrôle des fonds publics.

La CGT propose d'autres choix pour financer toutes les dimensions de l'action publique.

- **Une réforme de la fiscalité reposant sur le principe de la progressivité de l'impôt** en réduisant l'imposition des revenus du travail et en augmentant celle du capital, réaffirmant ainsi la nécessité pour les entreprises de contribuer à la dépense commune.
- **La création d'un pôle financier public** pour financer, au moyen d'une autre politique, une nouvelle logique de développement et procéder aux investissements nécessaires pour rénover les services publics et d'intérêt général.
- **La mise à plat et le contrôle de toutes les aides publiques**, (niches fiscales et sociales dont le montant est aujourd'hui supérieur à 200 milliards d'euros) afin d'examiner l'efficacité de chaque dispositif et, le cas échéant, d'y mettre fin.
- **Le renforcement, au niveau européen et international, des moyens de lutte contre toutes les formes de fraude et de criminalité fiscales, financières, économiques**, la levée du secret bancaire et la suppression des paradis fiscaux.
- **La mise en place d'une véritable taxe sur toutes les transactions financières.**

Pour la CGT, ce n'est pas d'austérité dont la France a besoin !

À l'opposé d'un tel choix, la CGT réaffirme que les services publics constituent une des solutions pour répondre à la crise, satisfaire les besoins et les droits fondamentaux de toutes et tous, réduire les inégalités, œuvrer à la mise en œuvre d'une nouvelle logique de développement assurant la transition écologique.

Pour atteindre un tel objectif, il faut rompre avec l'aggravation et l'accentuation des politiques d'austérité. Il y a aussi besoin de mobiliser et de réinventer « Les Finances » afin ►

FONCTION
PUBLIQUE
UTILITE
PUBLIQUE

► que les services publics disposent des moyens dont ils ont besoin.

De fait, c'est bien une véritable crise des finances publiques qui est volontairement organisée depuis plusieurs décennies.

Elle trouve, entre autre, son origine dans la réduction des prélèvements fiscaux et sociaux sur le capital et ses revenus, les entreprises et les classes sociales les plus riches.

C'est pourquoi, la CGT œuvre, avec d'autres organisations, à la réalisation d'un audit citoyen de la dette publique afin d'en déterminer le volume et d'en tirer toutes les conclusions qui s'imposent.



**Vous ne voulez pas en rester-là ! Ensemble, dans le syndicat, nous serons plus forts.
Bulletin de contact et de syndicalisation**

NOM : Prénom :

Adresse :

Code postal : Ville :

Téléphone : Courriel :

Âge : Profession :

Entreprise (nom et adresse) :



Bulletin à renvoyer à La CGT, espace Vie syndicale, case 5-1, 263 rue de Paris - 93516 Montreuil Cedex,
téléphone : 01 55 82 81 94, fax : 01 48 51 51 80, courriel : orga@cgt.fr
Vous pouvez aussi adhérer en ligne sur [WWW.CGT.FR](http://www.cgt.fr)

« POUR LA CGT, IL FAUT ROMPRE AVEC LES POLITIQUES D'AUSTERITÉ QUI NE CESSENT DE NOURRIR LA CRISE ! »

« EN VOTANT CGT LE 4 DÉCEMBRE 2014, VOUS FEREZ LE CHOIX DE VOUS ORGANISER ET D'AGIR POUR GARANTIR, DÉVELOPPER ET VALORISER LES MOYENS DE FINANCEMENT DES SERVICES PUBLICS, L'EMPLOI PUBLIC, AINSI QUE LES REMUNÉRATIONS, DROITS ET GARANTIES DE HAUT NIVEAU DANS UN CADRE SOLIDAIRE. »